

TITRE VI

L'ASSURANCE VEUVAGE

LES RÉSULTATS DE L'ANNÉE 2019



CHAPITRE I**L'ASSURANCE VEUVAGE****1****Généralités**

La loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 a institué une assurance veuvage qui garantit, sous certaines conditions, au conjoint survivant d'un assuré décédé postérieurement au 31 décembre 1980, le bénéfice d'une allocation unique et temporaire pour lui permettre de s'insérer ou de se réinsérer, dans de meilleures conditions, dans la vie professionnelle.

À compter du 1^{er} janvier 1981, une cotisation relative à l'assurance veuvage instituée par la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 a été créée. Le taux de cette cotisation a été de 0,1 % du salaire plafonné en 1981, puis de 0,1 % sur la totalité du salaire depuis 1982.

À compter du 1^{er} juillet 2004, la cotisation d'assurance veuvage de 0,1% à la charge des salariés ou assimilés est supprimée en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale, tel que modifié par l'article 31 IV de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. Elle est remplacée à compter de cette date par une cotisation salariale d'assurance vieillesse assise sur la totalité des gains et rémunérations perçus¹.

Les taux de cotisations des assurances vieillesse et veuvage servant à financer l'ensemble des risques veuvage et vieillesse applicables aux rémunérations versées à partir du 1^{er} janvier 2017 sont fixés selon le tableau suivant²:

	Assurance vieillesse et veuvage sur le salaire limité au plafond de la sécurité sociale		Assurance vieillesse et veuvage sur la totalité du salaire		Taux cumulé
	Employeur	Salarié	Employeur	Salarié	
À compter du 1 ^{er} janvier 2017	8,55 %	6,9 %	1,9 %	0,4 %	17,75 %

T6-01

Source : Cnav / Direction Jurique et Réglementation (DJRN).

En 1999, des modifications importantes sont intervenues, réformant les conditions d'attribution et de service de l'allocation de veuvage (article 38 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 n° 98-1194 du 23 décembre 1998 et décrets n° 99-371 et n° 99-372 du 14 mai 1999 pour son application).

L'allocation peut se cumuler avec des revenus d'activité (salariée ou non-salariée) pendant 12 mois selon un dispositif appelé : mécanisme d'intéressement (décret n° 99-286 du 13 avril 1999). L'activité doit avoir débutée au plus tôt le 1^{er} jour du mois du dépôt de la demande d'allocation de veuvage.

1 - Conditions d'attribution**1.1 - Régime compétent**

Lorsque l'assuré décédé a relevé successivement ou alternativement de régimes distincts de sécurité sociale, le service et la charge de l'allocation de veuvage incombent au régime auquel était affilié l'assuré au moment de son décès, pour autant que ce régime ouvre droit à l'assurance veuvage. Si au moment de son décès, l'assuré était affilié (ou retraité) auprès de plusieurs régimes, c'est celui de la plus longue affiliation qui reste seul compétent pour servir l'allocation de veuvage.

1.2 - Affiliation

Pour ouvrir droit à l'allocation de veuvage pour son conjoint survivant l'assuré décédé doit avoir été affilié à l'assurance vieillesse pendant une durée minimale de trois mois (consécutifs ou non) au cours d'une période de référence de douze mois précédant le mois du décès.

Certaines catégories d'assurés sont réputées remplir la qualité d'assuré veuvage sans contrepartie de cotisations.

Cette section reprend l'Étude Cnav n° 2020-03 du 16 avril 2020.

¹ Circulaire Cnav n°2004 - 307 du 1^{er} juillet 2004 à la cotisation salariale déplaçonnée d'assurance vieillesse.

² Circulaire Cnav n°2017 - 4 du 7 février 2017 relative au relèvement des taux de cotisations des assurances vieillesse et veuvage à compter du 1^{er} janvier 2017.

1.3 - Délai de recevabilité de la demande

Pour les allocations de veuvage dont la date d'effet est antérieure au 1^{er} mars 1999, le délai de recevabilité des demandes est de trois ans à compter du premier jour du mois au cours duquel s'est produit le décès du conjoint.

Pour celles dont la date d'effet est égale ou postérieure au 1^{er} mars 1999 le délai de recevabilité des demandes est de deux ans.

1.4 - Date d'effet de la demande

La date d'effet de l'allocation de veuvage est fixée au 1^{er} jour du mois au cours duquel s'est produit le décès, si la demande est déposée dans un délai d'un an suivant le décès et si le demandeur remplit les conditions d'attribution à la date du décès.

Si la demande est déposée plus d'un an après le décès, cette date est fixée au 1^{er} jour du mois de la demande.

La loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 portant réforme des retraites ouvre le mariage aux personnes de même sexe. Le décret n° 2013-429 du 24 mai 2013 précise les modalités d'application de la loi :

- la date d'effet de l'allocation de veuvage ne peut être antérieure au 01/06/2013 pour les conjoints de même sexe, même si le décès se situe entre le 19/05/2013 (date d'entrée en vigueur de la loi sur le mariage des couples de même sexe) et le 31/05/2013 (Directive 2014-1 du 21/01/2014).

1.5 - Âge

Jusqu'au 30 juin 2005, le demandeur d'une allocation de veuvage doit être âgé de moins de 55 ans.

La loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a modifié le système des pensions de réversion avec pour conséquence la révision des règles d'attribution et d'annulation de l'allocation veuvage.

En conséquence, les demandeurs d'une allocation de veuvage doivent être âgés de moins de :

- 52 ans du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2007,
- 51 ans du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2008.

De fait, tous les bénéficiaires d'une telle allocation, âgés d'au moins 52 ans entre le 1^{er} juillet 2005 et le 30 juin 2007 ou d'au moins 51 ans à partir du 1^{er} juillet 2007 ont vu leur avantage :

- supprimé au 1^{er} jour du mois suivant le 51^{ème} ou le 52^{ème} anniversaire,
- remplacé par une pension de réversion.

Lorsque l'assuré est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 (ou disparu avant le 1^{er} janvier 2008), l'âge minimum requis pour ouvrir droit à pension de réversion reste fixé à 51 ans.

L'article 74 paragraphe V de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 rétablit à compter du 1^{er} janvier 2009, l'âge minimum légal à 55 ans pour l'attribution des pensions de réversion.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2009, les bénéficiaires de l'allocation veuvage doivent être âgés de :

- moins de 51 ans si le conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009,
- moins de 55 ans si le conjoint est décédé à compter du 1^{er} janvier 2009.

1.6 - Mariage

Le demandeur doit être avec l'assuré décédé soit :

- marié,
- séparé de corps,
- séparé de fait.

Il ne doit pas :

- être un ex-conjoint divorcé,
- un conjoint remarié,
- vivre en concubinage (vie maritale),
- avoir conclu un pacte civil de solidarité.

1.7 - Résidence

Au moment de la demande, l'assuré doit résider soit en métropole, soit dans les départements d'outre-mer, soit en Polynésie française. D'autres lieux de résidence sont possibles selon la nationalité du demandeur.

1.8 - Ressources

Pour avoir droit à l'allocation veuvage le conjoint survivant est soumis à certaines conditions de ressources : il ne doit pas avoir disposé, au cours des trois mois civils précédant la date de réception de la demande, de ressources supérieures à 2 312,4375 € par trimestre entre le 01/01/2019 et le 31/12/2019.

2 - Montant et service de l'allocation

2.1 - Montant de l'allocation

L'allocation veuvage est versée sur la base d'un montant unique de 616,65 € par mois (avant réduction pour conditions de ressources) entre le 01/01/2019 et le 31/12/2019.

Le montant de l'allocation de veuvage est revalorisé régulièrement. L'allocation est servie entière si le total des ressources personnelles du demandeur (y compris le montant de l'allocation susceptible de lui être servi) ne dépasse pas le plafond, sinon, l'allocation est réduite en conséquence.

2.2 - Service de l'allocation

Jusqu'au 28 février 1999, l'allocation veuvage reste versée pendant 3 ans. Depuis le 1^{er} mars 1999, la durée de service est de 2 ans.

L'article R. 356-4 du code de la sécurité sociale prévoyait pour les demandeurs âgés de 50 ans (à la date de décès du conjoint), la prolongation du service de l'allocation jusqu'à leur 55^{ème} anniversaire et le passage automatique à la pension de réversion.

La loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites qui permet l'attribution d'une pension de réversion dès 52 ans a abrogé cet article, et ce à compter du 1^{er} juillet 2005.

En conséquence, les assurés déjà bénéficiaires d'une allocation de veuvage avant le 1^{er} juillet 2005, ayant atteint au moins 52 ans à cette date, ont vu leur avantage supprimé le 1^{er} juillet 2005.

Ceux ayant atteint l'âge de 52 ans depuis le 1^{er} juillet 2007 ont vu leur avantage supprimé le 1^{er} juillet 2007.

De même, ceux ayant atteint l'âge de 55 ans depuis le 1^{er} janvier 2009 ont vu leur avantage supprimé à cette date.

En contrepartie, les assurés peuvent faire valoir leur droit à pension de réversion.

Depuis le 1^{er} Janvier 2011, l'article D. 356-5 (décret n° 2010-1778 du 31 décembre 2010) a modifié la loi n° 2003-775 du 21 août 2003. Les conjoints survivants ayant atteint l'âge de 50 ans à la date du décès, peuvent à nouveau percevoir l'allocation de veuvage jusqu'à leurs 55 ans.

3 - Mécanisme d'intéressement

Un mécanisme de cumul temporaire (limité à 12 mois) de l'allocation avec des revenus d'activité professionnelle salariée ou non salariée a été instauré afin d'inciter les titulaires de l'allocation veuvage à reprendre une activité : les revenus professionnels n'ont ainsi qu'un impact progressif sur le montant de l'allocation.

Ce mécanisme est applicable aux :

- rémunérations perçues au titre d'une activité salarié ou d'une formation,
- revenus faisant suite à une création ou à une reprise d'entreprise.

Seules sont visées les activités qui commencent au plus tôt à compter du premier jour du mois du dépôt de la demande d'allocation veuvage. De fait, le mécanisme ne s'applique pas aux revenus pris en compte pour l'ouverture du droit.

Les revenus de remplacement ne sont quant à eux pas concernés par le dispositif : ils sont intégralement retenus dans les ressources.

La fiabilité de ce mécanisme d'intéressement nécessite une connaissance plus régulière des revenus des allocataires : le contrôle de leurs ressources a été renforcé (tous les 6 mois).

CHAPITRE II**LES ALLOCATIONS DE VEUVAGE ATTRIBUÉES EN 2019**

3 427 allocations de veuvage ont été attribuées au cours de l'année 2019 représentant une baisse de 16,9 % par rapport à 2018, qui était en diminution de 3,8 % par rapport à 2017.

Depuis 1981 l'évolution est la suivante :

**ÉVOLUTION DEPUIS 1981
DU NOMBRE D'ALLOCATIONS DE VEUVAGE ATTRIBUÉES
-FRANCE-**

Années	Nombre d'attributions	Évolution en pourcentages
1981	5 656	-
1982	8 585	51,8
1983	8 833	2,9
1984	9 249	4,7
1985	9 126	- 1,3
1986	8 632	- 5,4
1987	9 204	6,6
1988	9 144	- 0,7
1989	8 304	- 9,2
1990	8 045	- 3,1
1991	7 866	- 2,2
1992	7 809	- 0,7
1993	7 687	- 1,6
1994	8 128	5,7
1995	7 644	- 6,0
1996	8 322	8,9
1997 *	9 627	15,7
1998	11 364	18,0
1999	9 459	- 16,8
2000	8 538	- 9,7
2001	8 952	4,8
2002	8 196	- 8,4
2003	7 939	- 3,1
2004	7 245	- 8,7
2005	6 748	- 6,9
2006	5 230	- 22,5
2007	4 756	- 9,1
2008	3 962	- 16,7
2009	4 536	14,5
2010	4 478	- 1,3
2011	4 377	- 2,3
2012	3 908	- 10,7
2013	4 955	26,8
2014	4 733	- 4,5
2015	4 508	- 4,8
2016	4 166	- 7,6
2017	4 287	2,9
2018	4 122	- 3,8
2019	3 427	- 16,9

T6-02

* Rupture de série en 1997 suite à l'intégration des départements d'outre-mer.

Source : SNSP.

Depuis juillet 2016, c'est désormais la Carsat Bourgogne-Franche-Comté qui prend en charge le traitement des nouvelles demandes d'allocation veuvage des résidents en France et les révisions de service qui y sont associées.

Depuis le 1^{er} février 2017, les demandes d'allocation veuvage des assurés résidant à l'étranger sont traitées par la CNAV. C'est la raison pour laquelle ce sont les caisses de Dijon et de Paris qui comptabilisent le plus d'attributions. Pour les autres caisses, les attributions dénombrées correspondent aux dossiers en cours d'instruction avant le basculement dans le nouveau système (SARANAT) ou aux dossiers qui ne pouvaient pas être enregistrés dans l'outil dès leur arrivée.

Le tableau T6-03 donne pour l'année 2019 la répartition selon la caisse de débitrice d'allocations de veuvage et les montants moyens associés :

RÉPARTITION DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE ET DES MONTANTS MOYENS ATTRIBUÉS SELON LA CAISSE DÉBITRICE AU COURS DE L'ANNÉE 2019

Caisse débitrice	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	Montant mensuel moyen*	Effectif	Montant mensuel moyen*	Effectif	Montant mensuel moyen*
Bordeaux.....	130	496 €	1 869	518 € Versements effectués en une seule fois	1 999	516 € Versements effectués en une seule fois
Clermont-Ferrand.....						
Dijon.....						
Lille.....						
Limoges.....						
Lyon.....						
Marseille.....						
Montpellier.....						
Nancy.....						
Nantes.....						
Orléans.....						
Paris.....						
Rennes.....						
Rouen.....						
Strasbourg.....						
Toulouse.....						
Total Métropole.....	135	499 €	3 286	546 €	3 421	544 €
Guadeloupe.....			2	610 €	2	610 €
Martinique.....						
Guyane.....						
Réunion.....						
Total CGSS.....			6	470 €	6	470 €
Total FRANCE.....	135	499 €	3 292	546 €	3 427	544 €

T6-03

* Hors rappels versés en une seule fois.

Source : SNSP.

Le tableau **T6-04** établit par genre et tranches d'âges quinquennales les résultats détaillés des attributions intervenues en 2019 (trente-neuvième année de fonctionnement de l'assurance veuvage).

En 2019, 96,1 % des nouveaux allocataires sont des femmes, contre 3,9 % d'hommes.

La répartition par tranches d'âges quinquennales pour chacune des régions permet de constater que :

- 27,3 % des nouveaux allocataires sont âgés de moins de 45 ans,
- 28,5 % des nouveaux allocataires sont âgés de 45 à 49 ans inclus,
- 44,1 % des nouveaux allocataires sont âgés de 50 à 54 ans inclus.

Par ailleurs, pour l'ensemble des régions et l'ensemble des allocataires, l'âge moyen à l'attribution est de 47,4 ans (47,2 ans pour les hommes et 47,4 ans pour les femmes).

RÉPARTITION PAR CAISSE DE LIQUIDATION DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE ATTRIBUÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2019

Caisse de liquidation	Bordeaux	Clermont Ferrand	Dijon	Lille	Liomoges	Lyon	Marseille	Montpellier	Nancy	Nantes	Orléans	Paris	Rennes	Rouen	Strasbourg	Toulouse	Total Métropole	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Total DOM	Total FRANCE
HOMMES	- de 25 ans	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
	25 à 29 ans	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
	30 à 34 ans	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	10
	35 à 39 ans	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9
	40 à 44 ans	0	0	12	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	13	0	0	0	0	0	13
	45 à 49 ans	0	0	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37	0	0	0	0	0	37
	50 à 54 ans	0	0	60	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	63	0	0	0	0	0	63
	Non ventilables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	130	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	135	0	0	0	0	0	135
Âge moyen	-	-	47,2	-	-	-	-	-	-	-	-	46,2	-	-	-	-	47,2	-	-	-	-	-	47,2
FEMMES	- de 25 ans	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	10
	25 à 29 ans	0	0	36	0	0	1	0	0	0	0	7	0	0	0	0	44	0	0	0	0	0	44
	30 à 34 ans	0	0	96	0	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0	0	116	0	0	0	0	0	116
	35 à 39 ans	0	0	199	1	0	1	2	0	0	0	58	0	0	0	0	261	0	0	0	0	0	261
	40 à 44 ans	0	0	268	0	0	0	4	0	0	0	196	0	0	0	0	468	0	0	0	0	0	468
	45 à 49 ans	0	0	445	0	0	1	7	0	0	0	484	0	0	0	0	937	2	1	0	0	3	940
	50 à 54 ans	0	0	815	1	0	4	8	2	1	0	618	0	0	0	0	1 449	0	1	0	0	1	1 450
	Non ventilables	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	2	3
TOTAL	0	0	1 869	2	0	7	21	2	1	0	1 384	0	0	0	0	3 286	2	4	0	0	6	3 292	
Âge moyen	-	-	46,8	42,7	-	44,7	47,9	51,3	53,2	-	-	48,3	-	-	-	-	47,4	46,3	48,8	-	-	48,0	47,4
ENSEMBLE	- de 25 ans	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	11	0	0	0	0	0	11
	25 à 29 ans	0	0	38	0	0	1	0	0	0	0	7	0	0	0	0	46	0	0	0	0	0	46
	30 à 34 ans	0	0	105	0	0	0	0	0	0	0	21	0	0	0	0	126	0	0	0	0	0	126
	35 à 39 ans	0	0	208	1	0	1	2	0	0	0	58	0	0	0	0	270	0	0	0	0	0	270
	40 à 44 ans	0	0	280	0	0	0	4	0	0	0	197	0	0	0	0	481	0	0	0	0	0	481
	45 à 49 ans	0	0	482	0	0	1	7	0	0	0	484	0	0	0	0	974	2	1	0	0	3	977
	50 à 54 ans	0	0	875	1	0	4	8	2	1	0	621	0	0	0	0	1 512	0	1	0	0	1	1 513
	Non ventilables	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	2	3
TOTAL	0	0	1 999	2	0	7	21	2	1	0	1 389	0	0	0	0	3 421	2	4	0	0	6	3 427	
Âge moyen	-	-	46,8	42,7	-	44,7	47,9	51,3	53,2	-	-	48,3	-	-	-	-	47,4	46,3	48,8	-	-	47,9	47,4

Source : SNSP.

T6-04

CHAPITRE III**LES ALLOCATAIRES ET LES ALLOCATIONS AU 31 DÉCEMBRE**

Le nombre d'allocataires payés par la France à la date du 31 décembre 2019 est de 5 414 (226 hommes et 5 188 femmes) ce qui représente une baisse de 18,5 % par rapport à 2018, qui était en diminution de 22,2 % par rapport à 2017.

Une des explications³ de cette baisse de 22 % du nombre d'allocataires en 2018 par rapport à 2017 était que le nombre d'allocataires en paiement en 2017 était certainement surévalué par rapport à la réalité : en effet des correctifs ont été effectués principalement dans l'ancien système où certains assurés restaient comptabilisés en tant que bénéficiaires d'une allocation veuvage alors que la prestation n'était plus payée. Certains allocataires qui avaient un âge supérieur à 55 ans et qui étaient déjà bénéficiaires d'une pension de réversion restaient ainsi comptabilisés dans les effectifs d'allocataires veuvage.

Depuis le 31 décembre 1981, l'évolution du stock d'allocations de veuvage a été la suivante :

**ÉVOLUTION DEPUIS 1981
DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES AU 31 DÉCEMBRE**

Au 31 décembre	Nombre d'allocataires	Évolution en pourcentages
1981	4 642	-
1982	9 754	110,1
1983	13 841	41,9
1984	14 112	2,0
1985	14 054	- 0,4
1986	14 187	0,9
1987	14 923	5,2
1988	15 623	4,7
1989	15 385	- 1,5
1990	15 001	- 2,5
1991	14 516	- 3,2
1992	14 659	1,0
1993	14 524	- 0,9
1994	14 801	1,9
1995	14 734	- 0,5
1996	15 594	5,8
1997 *	17 313	11,0
1998	19 087	10,2
1999	18 337	- 3,9
2000	13 545	- 26,1
2001	12 814	- 5,4
2002	12 245	- 4,4
2003	11 469	- 6,3
2004 **	10 512	- 8,3
2005	6 087	- 42,1
2006	5 634	- 7,4
2007	4 861	- 13,7
2008	4 706	- 3,2
2009	5 299	12,6
2010	5 791	9,3
2011	6 162	6,4
2012	6 001	- 2,6
2013	6 934	15,5
2014	6 931	- 0,0
2015	7 113	2,6
2016	7 567	6,4
2017	8 537	12,8
2018	6 646	- 22,2
2019	5 414	- 18,5

T6-05

* Rupture de série en 1997 suite à l'intégration des départements d'outre-mer.

** Résultats de Strasbourg non disponibles.

Source : SNSP.

La gestion du stock continue à être réalisée par les caisses qui géraient les demandes avant juillet 2016.

Les bénéficiaires d'une allocation veuvage au 31 décembre 2019 selon leur caisse de liquidation et leur année de service se répartissent de la façon suivante :

**RÉPARTITION PAR ANNÉE DE SERVICE ET PAR CAISSE DE LIQUIDATION DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE ET DU MONTANT MENSUEL MOYEN ASSOCIÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Caisse débitrice	Dans la										Sur l'ensemble des années de service	
	1 ^{ère} année de service		2 ^{ème} année de service		3 ^{ème} année de service		4 ^{ème} année de service		5 ^{ème} année de service		Effectif	Montant mensuel moyen *
	Effectif	Montant mensuel moyen *										
Bordeaux.....							4	238 €	7	280 €	11	265 €
Clermont-Ferrand.....									3	612 €	3	612 €
Dijon.....	1 151	517 €	1 320	524 €	294	520 €	129	527 €	6	617 €	2 900	521 €
Lille.....							11	507 €	38	463 €	49	472 €
Limoges.....							5	531 €	13	604 €	18	578 €
Lyon.....					1	617 €	39	585 €	248	533 €	288	538 €
Marseille.....					2	617 €	55	527 €	227	512 €	284	516 €
Montpellier.....							7	582 €	15	510 €	22	532 €
Nancy.....					1	617 €	22	500 €	50	476 €	73	487 €
Nantes.....							6	580 €	6	552 €	12	566 €
Orléans.....							5	610 €	17	468 €	22	501 €
Paris.....	191	597 €	674	595 €	239	595 €	145	580 €	223	553 €	1 472	589 €
Rennes.....							3	554 €	1	617 €	4	575 €
Rouen.....					1	617 €	4	617 €	10	507 €	15	552 €
Strasbourg.....							20	565 €	13	417 €	33	510 €
Toulouse.....							5	465 €	4	485 €	9	473 €
Total Métropole.....	1 342	529 €	1 994	548 €	538	554 €	460	549 €	881	521 €	5 215	540 €
Guadeloupe.....							4	568 €	51	477 €	55	484 €
Martinique.....			5	617 €	4	580 €	4	140 €	20	553 €	33	535 €
Guyane.....	1	230 €	3	617 €	2	506 €	1	403 €	24	402 €	31	463 €
Réunion.....			4	395 €	10	388 €	12	567 €	54	449 €	80	458 €
Total CGSS.....	1	230 €	12	543 €	16	441 €	21	516 €	149	477 €	199	482 €
Total FRANCE.....	1 343	529 €	2 006	548 €	554	551 €	481	547 €	1 030	515 €	5 414	538 €

T6-06

* Hors rappels versés en une seule fois.
Source : SNSP.

Au 31 décembre 2019, le montant mensuel moyen de l'allocation veuvage est de 538 € (540 € en métropole et 482 € dans les CGSS). Il était de l'ordre de 530 € au 31 décembre 2018.

Le tableau **T6-07**, donne la ventilation par caisse de liquidation par groupes d'âges et par genre du nombre d'allocations de veuvage servies au 31 décembre 2019.

L'âge moyen au 31 décembre 2019 est 49,2 ans (48,4 ans pour les hommes et 49,2 ans pour les femmes) contre 49,2 ans au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2019, en métropole l'âge moyen est de 49,2 ans tandis qu'il est de l'ordre de 49,5 ans en CGSS. Au 31 décembre 2018, en métropole l'âge moyen était de 49,2 ans tandis qu'il était de l'ordre de 49,3 ans en CGSS.

Au 31 décembre 2019 :

- 17,8 % des allocataires sont âgés de moins de 45 ans,
- 18 % sont âgés de 45 à 49 ans,
- 51,4 % sont âgés de 50 à 54 ans.

Dans l'ensemble, 69,5 % des allocataires sont âgés de 45 à 54 ans (1 % de plus qu'au 31 décembre 2018).

**RÉPARTITION PAR RÉGION ET PAR GROUPE D'ÂGES DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE
PAYÉES PAR LA FRANCE AU 31 DÉCEMBRE 2019**

T6-07

Caisse de liquidation	Groupe d'âge au 31 décembre	Bor-	Cler-	Dijon	Lille	Li-	Lyon	Mar-	Mont-	Nancy	Nantes	Orléans	Paris	Rennes	Rouen	Stras-	Tou-	Total	Guade-	Guyane	Marti-	Réunion	Total	Total
		deaux	mont Ferrand			moges		seille	pellier							bourg	louse	Métropole	loupe		inique		DOM	FRANCE
HOMMES	- de 25 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	25 à 29 ans	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
	30 à 34 ans	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0	0
	35 à 39 ans	0	0	10	0	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0	0	0	1	1
	40 à 44 ans	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	0	0	3	3
	45 à 49 ans	0	0	41	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	43	0	0	0	1	1
	50 à 54 ans	0	0	95	2	0	3	3	0	0	0	1	4	1	0	0	0	109	1	0	0	1	2	
	Non ventilables	0	0	3	0	0	4	1	1	1	1	0	1	0	0	0	0	12	1	0	2	7	10	
	TOTAL	0	0	180	2	0	10	4	1	3	1	1	6	1	0	0	0	209	2	0	2	13	17	226
Âge moyen	-	-	48,4	54,7	-	47,0	52,8	-	36,4	-	50,0	52,6	54,7	-	-	-	48,5	53,9	-	-	43,7	45,2	48,4	
FEMMES	- de 25 ans	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	1	1	
	25 à 29 ans	0	0	32	0	0	1	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	36	0	0	0	0	0	
	30 à 34 ans	0	0	96	1	0	3	3	0	1	0	0	10	0	0	0	1	115	0	0	1	0	1	
	35 à 39 ans	0	0	225	2	0	8	9	0	0	1	0	24	0	0	0	0	269	2	0	1	1	4	
	40 à 44 ans	0	0	321	4	3	20	13	3	6	0	3	90	0	0	0	0	463	1	3	4	7	15	
	45 à 49 ans	0	1	514	6	6	36	38	0	8	0	0	305	0	0	1	1	916	6	4	4	3	17	
	50 à 54 ans	7	2	1 468	29	7	71	79	11	29	6	4	855	2	10	25	7	2 612	11	9	10	32	62	
	Non ventilables	4	0	56	5	2	139	138	7	26	4	14	179	1	5	7	0	587	33	15	11	23	82	
	TOTAL	11	3	2 720	47	18	278	280	21	70	11	21	1 466	3	15	33	9	5 006	53	31	31	67	182	5 188
Âge moyen	54,6	51,3	48,3	50,5	49,5	48,7	49,3	51,5	50,3	52,1	49,0	50,7	54,2	54,3	54,0	51,4	49,2	49,2	49,5	48,8	50,7	49,8	49,2	
ENSEMBLE	- de 25 ans	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	1	1	
	25 à 29 ans	0	0	33	0	0	1	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	37	0	0	0	0	0	
	30 à 34 ans	0	0	107	1	0	3	3	0	1	0	0	10	0	0	0	1	126	0	0	1	0	1	
	35 à 39 ans	0	0	235	2	0	10	9	0	2	1	0	24	0	0	0	0	283	2	0	1	2	5	
	40 à 44 ans	0	0	340	4	3	20	13	3	6	0	3	90	0	0	0	0	482	1	3	4	10	18	
	45 à 49 ans	0	1	555	6	6	37	38	0	8	0	0	306	0	0	1	1	959	6	4	4	4	18	
	50 à 54 ans	7	2	1 563	31	7	74	82	11	29	6	5	859	3	10	25	7	2 721	12	9	10	33	64	
	Non ventilables	4	0	59	5	2	143	139	8	27	5	14	180	1	5	7	0	599	34	15	13	30	92	
	TOTAL	11	3	2 900	49	18	288	284	22	73	12	22	1 472	4	15	33	9	5 215	55	31	33	80	199	5 414
Âge moyen	54,6	51,3	48,3	50,7	49,5	48,6	49,4	51,5	49,7	52,1	49,2	50,7	54,3	54,3	54,0	51,4	49,2	49,4	49,5	48,8	49,9	49,5	49,2	

Source : SNSP.

La répartition des allocations de veuvage par région et département de résidence est fournie par le tableau **T6-08**.

Selon la région de résidence, 4 311 allocations de veuvage ont été payées en métropole, 181 en CGSS et 922 l'ont été dans les pays liés à la France par une convention de Sécurité sociale, seuls territoires où l'allocation peut être exportée.

L'ensemble des allocations servies par les 16 caisses de métropole et les 4 caisses générales des départements d'outre-mer se résument ainsi :

- 79,6 % des allocataires résident en métropole,
- 3,3 % dans les départements d'outre-mer,
- 17 % sont dans les pays liés à la France par une convention de Sécurité sociale.

Le tableau **T6-09** présente par caisse de liquidation le montant des charges nettes de l'assurance veuvage depuis l'année 2000.

Au titre de l'exercice 2019, le montant total des charges versées est en diminution de 14,8 % par rapport à l'exercice 2018. Près de 47,14 millions d'euros ont été versés pour la France, soit près de 46,81 millions d'euros pour la métropole et plus de 0,33 million d'euros pour les départements d'outre-mer.

Le tableau **T6-10** donne l'évolution au 31 décembre depuis 1981 du nombre d'allocations veuvage par caisse de liquidation.

Le tableau **T6-11** donne l'évolution au 31 décembre depuis 1981 du nombre d'allocations veuvage par année de service.

**RÉPARTITION DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE PAYÉES PAR LA FRANCE
AU 31 DECEMBRE 2019
SELON LA RÉGION ET LE DÉPARTEMENT DE RÉSIDENCE**

Région et département de résidence (périmètre Carsat/CGSS)		Effectif
Aquitaine	Dordogne.....	33
	Gironde.....	51
	Landes.....	27
	Lot-et-Garonne.....	24
	Pyrénées-Atlantiques.....	22
	Total région.....	157
Auvergne	Allier.....	23
	Cantal.....	88
	Haute-Loire.....	54
	Puy-de-Dôme.....	30
	Total région.....	195
Bourgogne & Franche-Comté	Côte-d'Or.....	51
	Doubs.....	48
	Jura.....	36
	Nièvre.....	13
	Haute-Saône.....	18
	Saône-et-Loire.....	30
	Yonne.....	21
	Territoire de Belfort.....	10
	Total région.....	227
Hauts de France	Aisne.....	102
	Nord.....	215
	Oise.....	86
	Pas-de-Calais.....	178
	Somme.....	50
	Total région.....	631
Centre-Ouest	Charente.....	24
	Charente-Maritime.....	34
	Corrèze.....	93
	Creuse.....	12
	Deux-Sèvres.....	19
	Vienne.....	16
	Haute-Vienne.....	27
	Total région.....	225
Rhône-Alpes	Ain.....	37
	Ardèche.....	49
	Drôme.....	39
	Isère.....	53
	Loire.....	52
	Rhône.....	74
	Savoie.....	26
	Haute-Savoie.....	31
	Total région.....	361

T6-08

Source : SNSP.

**RÉPARTITION DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE PAYÉES PAR LA FRANCE
AU 31 DÉCEMBRE 2019
SELON LA RÉGION ET LE DÉPARTEMENT DE RÉSIDENCE**

Région et département de résidence (périmètre Carsat/CGSS)		Effectif
Sud-Est	Alpes-de-Haute-Provence.....	56
	Alpes-Maritimes.....	150
	Bouches-du-Rhône.....	175
	Corse (Haute et Sud).....	26
	Hauts Alpes.....	55
	Var.....	61
	Vaucluse.....	37
	Total région.....	560
Languedoc-Roussillon	Aude.....	33
	Gard.....	48
	Hérault.....	110
	Lozère.....	51
	Pyrénées-Orientales.....	37
	Total région.....	279
Nord-Est	Ardennes.....	28
	Aube.....	52
	Marne.....	31
	Haute-Marne.....	15
	Meurthe-et-Moselle.....	38
	Meuse.....	17
	Vosges.....	28
	Total région.....	209
Pays de la Loire	Loire-Atlantique.....	27
	Maine-et-Loire.....	28
	Mayenne.....	11
	Sarthe.....	18
	Vendée.....	36
	Total région.....	120
Centre-Val-de-Loire	Cher.....	41
	Eure-et-Loir.....	58
	Indre.....	15
	Indre-et-Loire.....	27
	Loir-et-Cher.....	27
	Loiret.....	48
Total région.....	216	
Île-de-France	Paris.....	82
	Seine-et-Marne.....	65
	Yvelines.....	51
	Essonne.....	49
	Hauts-de-Seine.....	61
	Seine-Saint-Denis.....	115
	Val-de-Marne.....	69
	Val-d'Oise.....	55
Total région.....	547	

T6-08
(suite)

Source : SNSP.

**RÉPARTITION DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE PAYÉES PAR LA FRANCE
AU 31 DECEMBRE 2019
SELON LA RÉGION ET LE DÉPARTEMENT DE RÉSIDENCE**

Région et département de résidence (périmètre Carsat/CGSS)		Effectif
Bretagne	Côtes-d'Armor.....	18
	Finistère.....	25
	Ille-et-Vilaine.....	45
	Morbihan.....	26
	Total région.....	114
Normandie	Calvados.....	32
	Eure.....	44
	Manche.....	27
	Orne.....	13
	Seine-Maritime.....	68
	Total région.....	184
Alsace-Moselle	Moselle.....	58
	Bas-Rhin.....	62
	Haut-Rhin.....	39
	Total région.....	159
Midi-Pyrénées	Ariège.....	9
	Aveyron.....	12
	Haute-Garonne.....	37
	Gers.....	10
	Lot.....	10
	w.....	9
	Tarn.....	28
	Tarn-et-Garonne.....	12
	Total région.....	127
Total Métropole.....		4 311
CGSS	Guadeloupe.....	26
	Guyane.....	22
	Martinique.....	25
	Réunion.....	108
	Total CGSS.....	181
Autres territoires français.....		0
Étranger.....		922
TOTAL GÉNÉRAL.....		5 414

T6-08
(fin)

Source : SNSP.

CHARGES NETTES (EN EUROS) DE L'ASSURANCE VEUVAGE SELON LA CAISSE DE LIQUIDATION DEPUIS 2000

T6-09

Caisses de liquidation	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Bordeaux	2 585 517,70	2 327 936,88	2 184 036,14	1 985 303,22	2 049 853,12	1 600 781,76	1 125 327,09	1 100 400,97	982 066,33	1 135 325,73
Clermont-Fd	1 608 140,64	1 337 312,71	1 302 089,45	1 232 720,92	1 214 979,10	976 013,01	833 907,16	672 069,03	618 109,87	572 018,08
Dijon	3 708 729,61	3 299 665,18	3 269 021,96	2 795 026,30	2 775 313,60	2 414 023,83	1 900 282,21	1 445 515,29	1 401 354,93	1 552 168,46
Lille	12 746 113,50	11 848 356,05	12 134 841,84	11 895 558,33	11 508 918,06	9 642 037,73	6 635 046,57	5 765 977,56	4 972 074,06	5 678 625,21
Limoges	1 878 579,72	1 850 471,09	1 770 321,94	1 659 596,32	1 522 164,57	1 214 524,31	911 687,98	814 519,39	663 372,05	742 358,02
Lyon	7 904 156,73	7 339 674,71	7 562 579,29	7 350 101,98	7 367 914,98	5 992 648,15	4 063 324,41	3 794 624,06	3 658 866,75	3 699 893,73
Marseille	6 942 369,31	6 146 810,93	6 311 390,01	6 329 930,66	6 606 973,88	5 485 242,75	4 047 287,06	3 335 397,14	3 203 413,88	3 373 277,95
Montpellier	2 327 144,55	2 253 481,35	2 422 477,70	2 258 503,34	2 329 562,37	1 771 653,30	1 280 473,52	1 271 724,14	1 260 783,82	1 146 808,01
Nancy	4 253 815,18	3 868 452,72	3 991 014,19	4 033 980,50	4 063 392,03	3 239 087,44	2 374 241,01	2 125 635,94	1 841 788,63	2 130 768,25
Nantes	2 751 333,32	2 402 392,63	2 253 232,62	2 055 276,08	2 244 381,64	1 656 148,39	1 113 330,49	1 014 932,46	845 922,34	921 164,59
Orléans	2 371 921,63	2 154 947,51	2 149 005,46	1 995 635,96	2 018 433,37	1 827 897,51	1 212 962,13	1 109 269,25	956 380,66	1 046 127,60
Paris	24 515 894,81	22 302 598,66	20 901 066,57	20 321 053,41	20 856 479,43	18 361 169,74	15 354 875,93	14 675 084,89	12 109 473,21	10 456 550,18
Rennes	2 089 799,49	1 696 012,47	1 459 781,69	1 545 627,73	1 537 535,35	1 185 054,37	805 990,28	720 940,95	560 410,39	622 442,11
Rouen	4 110 696,87	3 643 685,09	3 662 606,78	3 569 761,86	3 875 587,35	3 051 868,09	2 098 291,17	1 823 898,32	1 659 477,40	1 810 361,94
Strasbourg	5 018 472,10	4 685 063,38	4 927 048,54	4 856 630,31	4 671 796,02	3 818 127,87	2 564 027,21	2 321 465,44	1 745 992,30	2 204 767,02
Toulouse	2 057 249,77	1 885 813,63	1 798 819,70	1 659 607,45	1 769 064,78	1 444 462,56	1 098 483,03	1 170 612,40	1 060 369,65	1 031 400,61
Total Métropole	86 869 934,93	79 042 674,99	78 099 333,88	75 544 314,37	76 412 349,65	63 680 740,81	47 419 537,25	43 162 067,23	37 539 856,27	38 124 057,49

Caisses de liquidation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bordeaux	1 255 474,59	1 303 421,52	1 392 791,16	1 576 862,69	1 502 745,38	1 591 263,81	1 306 142,60	815 148,31	292 412,81	100 298,04
Clermont-Fd	821 669,01	899 694,20	765 045,32	933 671,86	896 817,62	803 687,65	685 353,92	476 298,07	220 068,12	40 994,75
Dijon	1 912 930,47	2 009 847,40	1 974 730,31	1 935 065,54	2 182 509,97	2 174 185,81	3 523 574,04	13 889 762,95	20 056 891,61	21 683 484,96
Lille	6 624 066,96	7 072 760,86	6 952 505,44	7 342 242,49	6 891 720,07	5 488 421,27	5 529 117,53	3 812 070,20	1 162 662,90	354 563,69
Limoges	819 569,68	1 070 101,20	1 082 487,67	1 148 289,50	1 147 611,83	966 050,53	825 912,20	424 173,67	168 893,37	46 916,86
Lyon	3 935 064,16	4 693 392,52	5 656 724,91	5 485 213,01	4 909 658,37	5 676 328,53	5 352 112,86	2 373 761,15	1 305 682,39	901 530,92
Marseille	4 221 543,49	4 486 665,17	5 914 354,01	5 687 777,70	4 932 081,65	4 276 537,17	3 867 937,56	2 623 362,89	1 569 672,66	766 407,60
Montpellier	1 182 885,92	1 397 722,40	1 592 250,85	1 487 094,60	1 917 329,18	1 601 392,10	1 629 420,96	1 000 696,12	368 579,64	192 531,05
Nancy	2 425 339,39	2 571 683,97	2 967 399,26	3 289 421,71	2 866 598,60	2 716 870,87	2 329 372,01	1 179 361,78	509 812,46	163 539,71
Nantes	1 122 092,23	1 300 103,44	1 272 068,10	1 293 014,14	1 184 446,64	1 221 080,98	1 103 596,83	670 151,60	293 817,29	156 048,62
Orléans	1 177 459,52	1 331 977,44	1 450 184,94	1 509 489,09	1 492 484,14	1 439 660,55	1 049 396,51	607 530,77	215 780,23	48 557,10
Paris	11 323 626,68	10 198 078,08	6 847 367,84	15 133 657,90	20 371 652,67	18 920 974,83	19 097 777,70	20 559 490,73	26 787 479,81	21 787 334,86
Rennes	735 578,41	818 909,80	695 431,85	761 894,30	884 984,33	786 524,94	589 474,98	310 713,70	49 132,64	45 313,84
Rouen	1 944 360,06	2 162 902,76	2 262 586,52	2 506 071,97	2 291 666,66	2 067 083,30	1 901 761,48	1 390 407,75	616 201,98	149 842,96
Strasbourg	2 718 468,07	3 269 039,48	3 188 846,32	3 303 396,62	3 432 007,86	3 453 040,41	2 857 862,71	1 958 337,28	772 579,04	241 892,53
Toulouse	1 079 821,79	1 137 886,11	1 429 351,45	1 312 007,05	1 256 321,21	1 088 622,43	933 364,11	602 516,30	281 398,99	126 110,21
Total Métropole	43 299 950,43	45 724 186,35	45 444 125,95	54 705 170,17	58 160 636,18	54 271 725,18	52 582 178,00	52 693 783,27	54 671 065,94	46 805 367,70
Guadeloupe						132 760,25	132 011,48	96 625,59	142 329,06	41 368,07
Guyane						93 809,19	55 445,44	38 521,14	62 019,85	59 081,33
Martinique						120 716,65	135 523,98	108 234,91	102 400,81	64 076,35
Réunion						629 349,67	585 886,00	539 950,45	357 618,79	166 051,49
Total CGSS						976 635,76	908 866,90	783 332,09	664 368,51	330 577,24
Paiements Hors Électronique (PHE)						294 921,00				
Total FRANCE	38 124 057,49	43 299 950,43	45 724 186,35	45 444 125,95	54 705 170,17	55 543 281,94	53 491 044,90	53 477 115,36	55 335 434,45	47 135 944,94

Source avant 2016 : Cnav / ACV (Analyse des Charges Vieillesse). Source à partir de 2016 : Cnav / Sinergi (Service intégré de gestion pour les processus transverses).

ÉVOLUTION DEPUIS 1981 DU NOMBRE D'ALLOCATIONS VEUVAGE SELON LA CAISSE DÉBITRICE AU 31 DÉCEMBRE

Années	Bor-deaux	Cler-mont Ferrand	Dijon	Lille	Li-moges	Lyon	Mar-seille	Mont-pellier	Nancy	Nantes	Orlé-ans	Paris	Rennes	Rouen	Stras-bourg	Tou-louse	Total métro-pole	Guade-loupe	Guyane	Marti-nique	Réunion	Total CGSS	Total France
1981	214	124	251	824	144	406	338	111	315	186	197	617	178	363	285	89	4 642						
1985	573	390	786	2 052	535	1 116	1 112	405	905	757	481	2 097	553	1 059	765	468	14 054						
1990	597	351	823	2 585	481	1 152	1 123	425	757	765	526	2 644	590	988	764	430	15 001						
1991	566	349	767	2 547	517	1 173	1 094	432	770	640	503	2 565	551	924	737	381	14 516						
1992	537	332	738	2 500	487	1 198	1 184	466	793	658	482	2 694	482	942	792	374	14 659						
1993	558	321	752	2 516	447	1 140	1 152	455	730	652	458	2 869	440	918	716	400	14 524						
1994	571	307	727	2 488	455	1 154	1 162	456	770	661	485	3 017	467	920	752	409	14 801						
1995	612	301	722	2 415	455	1 141	1 204	455	799	651	487	2 975	479	893	733	412	14 734						
1996	605	346	766	2 396	502	1 244	1 561	504	795	622	540	3 070	476	963	797	407	15 594	68	8	49	331	456	16 050
1997	604	370	847	2 618	501	1 254	1 472	522	890	720	575	3 585	552	984	951	415	16 860	81	10	49	313	453	17 313
1998	686	384	818	2 952	500	1 582	1 558	555	924	739	584	4 198	575	985	1 066	464	18 570	79	16	50	371	516	19 086
1999	654	349	816	2 794	436	1 488	1 528	527	878	648	556	4 233	529	895	995	465	17 791	85	16	54	391	546	18 337
2000	444	269	632	2 107	365	1 050	1 139	388	673	489	403	2 900	381	680	847	371	13 138	59	11	43	294	407	13 545
2001	443	249	551	2 142	339	1 006	936	411	640	440	378	2 792	319	646	791	332	12 415	60	9	43	287	399	12 814
2002	383	226	553	1 982	324	1 021	949	386	645	393	368	2 563	285	634	845	304	11 861	56	12	39	277	384	12 245
2003	346	217	445	1 883	303	958	962	367	644	408	332	2 303	302	614	809	267	11 160	45	11	38	215	309	11 469
2004*	344	225	454	1 802	271	979	984	368	631	377	344	2 278	291	608	0	289	10 245	44	9	32	182	267	10 512
2005	177	139	254	1 039	156	521	541	167	362	181	211	1 154	131	327	412	154	5 926	27	7	17	110	161	6 087
2006	184	113	244	941	143	497	467	202	323	160	194	1 052	125	281	358	167	5 451	17	13	20	133	183	5 634
2007	166	90	203	732	109	438	389	202	282	141	157	1 088	98	240	282	164	4 781	22	11	0	47	80	4 861
2008	147	82	204	678	99	467	414	173	258	124	158	1 100	91	223	217	128	4 563	31	6	19	87	143	4 706
2009	184	91	258	837	116	540	551	176	308	159	157	1 006	118	272	190	139	5 102	36	5	27	129	197	5 299
2010	188	125	273	927	133	634	587	182	363	188	176	980	138	294	206	164	5 558	46	8	31	148	233	5 791
2011	201	124	246	998	180	771	682	203	405	193	194	752	142	319	361	164	5 935	50	16	24	137	227	6 162
2012	189	112	231	975	158	853	769	203	412	175	192	546	114	309	383	167	5 788	50	20	29	114	213	6 001
2013	200	112	237	987	175	846	741	181	419	179	205	1 442	135	310	370	159	6 698	56	21	36	123	236	6 934
2014	212	101	240	814	151	915	712	204	361	163	204	1 680	141	274	373	151	6 696	56	28	32	119	235	6 931
2015	199	101	242	730	136	1 011	666	201	343	176	177	2 047	119	225	375	125	6 873	58	29	31	122	240	7 113
2016	158	94	870	640	114	1 003	647	184	275	143	113	2 369	98	202	305	101	7 316	60	27	39	125	251	7 567
2017	66	49	2 915	342	60	830	510	90	140	67	59	2 756	43	121	184	57	8 289	58	29	41	120	248	8 537
2018	29	17	2 827	143	29	724	409	53	91	32	28	1 868	16	49	75	26	6 416	61	31	40	98	230	6 646
2019	11	3	2 900	49	18	288	284	22	73	12	22	1 472	4	15	33	9	5 215	55	31	33	80	199	5 414

* Non compris les résultats de Strasbourg qui n'étaient pas disponibles.

Source : SNSP.

**ÉVOLUTION DEPUIS 1981 DU NOMBRE D'ALLOCATIONS DE VEUVAGE
SELON L'ANNÉE DE SERVICE
AU 31 DÉCEMBRE
- FRANCE -**

T6-11

Année	Bénéficiaires dans la					Non ventilables	Total
	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e		
	année de service						
1981	4 642	-	-	-	-	-	4 642
1985	4 958	5 150	3 946	-	-	-	14 054
1990	4 749	5 204	4 272	588	188	-	15 001
1995	4 700	5 317	4 139	451	127	-	14 734
1996 *	4 969	5 693	4 609	635	144	-	16 050
2000	4 481	5 414	2 422	916	312	-	13 545
2001	4 716	5 526	1 371	929	272	-	12 814
2002	4 328	5 552	1 311	751	303	-	12 245
2003	4 080	5 175	1 344	656	214	-	11 469
2004	3 449	4 843	1 306	692	206	16	10 512
2005 **	2 609	3 239	128	60	29	22	6 087
2006	2 347	3 269				18	5 634
2007	2 062	2 781				18	4 861
2008	1 886	2 793				27	4 706
2009	2 522	2 730				47	5 299
2010	2 057	3 648				86	5 791
2011	1 803	4 203				156	6 162
2012	1 775	4 226				-	6 001
2013	1 891	5 043				-	6 934
2014	1 566	5 365				-	6 931
2015	1 592	5 521				-	7 113
2016	1 630	5 937				-	7 567
2017	1 832	2 907	1 279	884	1 635	-	8 537
2018	1 506	2 064	834	720	1 522	-	6 646
2019	1 343	2 006	554	481	1 030	-	5 414

* Rupture de série suite à l'intégration des départements d'outre-mer.

** Jusqu'au 30 juin 2005, la durée de service maximum de l'allocation était de 5 ans.

*** Depuis le 1er janvier 2011, la durée de service maximum est de nouveau de 5 ans mais la répartition sur les cinq années de service n'est disponible dans le système d'information qu'à partir de 2017.

Source : SNSP.

TABLEAUX

2019

